



## Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des  
révolutions du XIXe siècle

**37 | 2008**

**L'ère victorienne revisitée**

---

### Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : des expériences rouennaises aux politiques nationales*

Carole Christen

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3541>

ISSN : 1777-5329

#### Éditeur

La Société de 1848

#### Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2008

Pagination : 185-242

ISSN : 1265-1354

#### Référence électronique

Carole Christen, « Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : des expériences rouennaises aux politiques nationales* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3541>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : des expériences rouennaises aux politiques nationales*

Carole Christen

---

## RÉFÉRENCE

Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : des expériences rouennaises aux politiques nationales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, collection Carnot, 2006, 404 p. ISBN : 2-7535-0315-X. 22 euros.

- 1 Depuis une trentaine d'années, Yannick Marec, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen, a publié de nombreux travaux (articles scientifiques dans des revues, contributions à des actes de colloque ou à des ouvrages collectifs) sur la question de la pauvreté et celle des moyens d'y faire face – la protection sociale – en France, plus particulièrement à Rouen, au XIX<sup>e</sup> siècle. Le présent ouvrage regroupe une partie de ces contributions qui ont été plus ou moins profondément remaniées, avec un élargissement du cadre géographique (à partir du local ou du régional, des ouvertures sur le national et même l'international) et chronologique (depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours). Certaines ont été en amont, d'autres en aval, de la thèse monumentale soutenue par l'auteur en 1999 et publiée en 2002 <sup>1</sup>.
- 2 L'ouvrage est composé de seize chapitres regroupés en quatre parties ; de nombreuses illustrations, quelques cartes et graphiques sont insérés dans le corps du texte et une dizaine de tableaux statistiques sont annexés. Après une brève introduction, l'auteur dégage, dans un prologue, quelques-uns des enjeux et des représentations des rapports entre démocratie et pauvreté et rappelle la riche historiographie dans laquelle il s'inscrit.

- 3 La première partie évoque le monde des pauvres et des miséreux durant les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle, « au temps de Flaubert et de Maupassant ». L'évolution de la réalité (nombre des pauvres, insuffisance des salaires) et des perceptions sociales (passage du « pauvre de Jésus Christ » mendiant au « pauvre-classe laborieuse, dangereuse ») de la pauvreté est tout d'abord retracée. Une des conséquences de la misère est l'abandon des enfants. L'institution du « tour », destiné à supprimer l'exposition des enfants abandonnés aux intempéries, et donc limiter la mortalité des nouveaux-nés, est combattue sous la monarchie de Juillet par les partisans d'une approche libérale des questions sociales. Fruit d'une politique préventive de ce secours, le tour rouennais n'est supprimé qu'en 1862. Dans le chapitre suivant, Yannick Marec exploite une source peu utilisée par les historiens, celle des registres des passeports intérieurs délivrés aux indigents. Cette source permet d'appréhender les politiques sociales mises en œuvre à Rouen par le maire Henry Barbet (1830-1847). La baisse du nombre de passeports délivrés par les autorités municipales témoigne de la volonté de contrôle social et policier qui conduit à un processus d'exclusion de certaines catégories d'indigents jugés indésirables. Lors des émeutes rouennaises d'avril 1848, les élites ont répondu à la fois par une répression vigoureuse (sur le terrain et dans les tribunaux lors des procès des insurgés) et par une volonté de conciliation sociale entre les milieux populaires, en particulier les ouvriers, et les classes dirigeantes capitalistes. Après un retour aux formes traditionnelles de lutte contre la pauvreté, émerge une nouvelle manière d'envisager la question sociale dans laquelle l'auteur voit poindre le concept d'« État-Providence ».
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux pratiques sociales des populations auxquelles sont destinés divers dispositifs de protection sociale mis en place à Rouen tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. « La fortune des pauvres » – intitulé de cette partie – et leurs comportements sont bien différents entre « les habitué(e)s du clou rouennais » (chapitre 5), le déposant de la Caisse d'épargne (chapitre 6) et le militant de la corporation des employés (chapitre 7). À partir des archives de ces deux institutions, Yannick Marec montre que si l'activité du Mont-de-Piété de Rouen, au XIX<sup>e</sup> siècle, peut être considérée comme un « baromètre de la misère publique », il n'en est rien de celle de la Caisse d'épargne, comme nous l'avons également montré à l'échelle nationale <sup>2</sup>. À ces « pratiques sociales de survie » – ainsi définies par l'auteur en introduction (p. 11) – liées aux questions de l'emploi et des salaires, s'ajoute la santé. Méfiants à l'égard du mouvement hygiéniste, les ouvriers ne se préoccupent des questions de santé et de la sauvegarde de la force de travail qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.
- 5 Les « élites pour la république sociale » font l'objet de la troisième partie de l'ouvrage. À travers plusieurs figures et métiers de l'action sociale rouennaise, les causes et les modalités du militantisme social des élites, en tant que groupe ou individus – dont la personnalité et l'œuvre peuvent être très différentes – sont appréhendées. Premier portrait : celui de « l'éducatrice ». Les femmes – de la dame patronnesse à l'institutrice – occupent une place importante dans l'organisation et les finalités des institutions de la petite enfance (Société de Charité maternelle, crèches et salles d'asile). Progressivement, l'éducation n'est plus seulement religieuse et moralisatrice, elle devient plus ludique. Deuxième portrait : celui de Henri Vermont (1836-1928), « apôtre de la mutualité » au niveau local – pendant plus de cinquante ans, il préside l'une des plus importantes sociétés de secours mutuels, l'Émulation Chrétienne de Rouen – puis national – la loi de 1898 sur les sociétés de secours mutuels est une sorte de consécration de ses idées et, lors de la création en 1902 de la Fédération de la Mutualité française, il en devient le vice-

président. C'est un catholique plutôt conservateur, mais rallié à la République, partisan d'une conception traditionnelle de la protection sociale, hostile à l'intervention de l'État. Troisième portrait : celui d'Alfred Adeline, « le coopérateur ». Ouvrier typographe, militant laïc et anticlérical, il est délégué à l'Exposition d'économie sociale de l'Exposition universelle de 1900 où il défend la coopération associée au syndicalisme et au mutualisme. Dernières biographies, celles des « deux experts sociaux républicains », Louis Ricard (1839-1921) et Paul Guieysse (1841-1914). Respectivement députés normand et breton, radicaux protestants, solidaristes et « républicains de progrès », ils participent activement à l'élaboration des principales lois ouvrières des débuts de la Troisième République, en particulier la loi de 1898 sur les accidents du travail et celle de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. Par l'étude de ces deux personnalités politiques locales (Louis Ricard a été maire de Rouen de 1881 à 1886) puis nationales, le lien entre expériences locales<sup>3</sup> et politiques nationales, souligné par l'auteur dans son titre, apparaît clairement.

- 6 La quatrième et dernière partie considère la ville comme « acteur social ». Après avoir retracé l'évolution générale de l'organisation du système de protection sociale en France et en Normandie – le projet d'assistance nationale élaboré par la Convention est remplacé au début du XIX<sup>e</sup> siècle par un modèle communal qui se départementalise au début de la Troisième République –, l'auteur revient sur le « système rouennais » qui a fonctionné entre 1886 et 1927. Ce système cherchait à coordonner l'action des hospices civils et des bureaux de bienfaisance. Érigé en modèle par certains – car considéré comme précurseur de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite –, critiqué par d'autres – car accusé d'entraver la médicalisation des hôpitaux et de conduire à une régression de la couverture médicale de la population –, il témoigne de la remise en cause de la communalisation de l'action sociale. Un bref chapitre est ensuite consacré à l'histoire des centres sociaux, structures de proximité engagées dans les politiques sociales urbaines aujourd'hui débattues et qui ont fait l'objet de deux importants colloques<sup>4</sup> dirigés par Yannick Marec, dont il fait le bilan dans un ultime chapitre méthodologique.
- 7 Pour conclure, l'auteur revient sur les logiques de protection sociale développées depuis la fin de la période révolutionnaire jusqu'à la mise en place de la Sécurité sociale. Il insiste sur la spécificité du système français de protection sociale qui repose, à la fin du vingtième siècle encore, sur la combinaison de l'assistance, de la prévoyance et de l'assurance.
- 8 Dans cet ouvrage, Yannick Marec a fait un beau travail d'analyse de la protection sociale régionale avec une intéressante ouverture chronologique (de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours) sur les politiques nationales, passant ainsi de l'étude locale à l'étude nationale en jouant sur différentes échelles d'analyse.

---

## NOTES

1. . Yannick Marec, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927). Expériences locales et liaisons nationales*, Paris, La documentation française, 2002.

2. . Carole Christen-Lécuyer, *Histoire sociale et culturelle des Caisses d'épargne en France (1818-1881)*, Paris, Economica, « Économies et sociétés contemporaines », 2004.
3. . Louis Ricard est à l'origine de ce que Yannick Marec a appelé le « système rouennais » de protection sociale entre 1886 et 1927 et dont l'analyse est au cœur de sa thèse d'État.
4. . Yannick Marec et Jacques-Guy Petit [dir.], *Le social dans la ville en France et en Europe (1750-1914)*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996 ; Yannick Marec [dir.], *Villes en crise ? Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII<sup>e</sup>-fin XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Créaphis, 2005, réédité en format « poche » en 2008.